

# Un continent sans cinéma

**Très peu de films produits, guère visibles hors du continent, de moins en moins de salles où les projeter: l'Afrique n'est plus présente, avec ses propres images, dans l'univers du 7<sup>e</sup> art. Et c'est très grave.** PAR RENAUD DE ROCHEBRUNE

**L**e succès extraordinaire de *Timbuktu* en France ou les nombreux articles célébrant la productivité des Nigériens qui réalisent chaque année des milliers de longs-métrages dans le cadre de cette industrie de la vidéo nommée «Nollywood» peuvent donner l'illusion du contraire. Pourtant, après une assez courte période où le public et les festivals firent le succès de ses films, l'Afrique est devenue depuis une vingtaine d'années un continent sans cinéma. Dans tous les sens du terme. D'une part on n'y tourne presque plus de films, et surtout plus de films dignes de ce nom, c'est-à-dire d'une portée plus ou moins universelle ou tout simplement d'une qualité technique ou artistique suffisante pour qu'ils soient montrables hors de la région où ils ont été tournés. A quelques exceptions près, cette pauvreté de la production est telle que les années sans le moindre film sont devenues courantes dans nombre de pays. Et de toute façon, quand il existe des longs-métrages, il est devenu quasiment impossible de les projeter à leur public «naturel», puisque la plupart des salles, la totalité même dans certains pays, ont disparu. Une situation qu'on ne constate nulle part ailleurs dans le monde, ni en Amérique latine, ni en Asie, ni

même au Moyen-Orient.

## REPRÉSENTATION DE SOI

Certes, il existe des îlots de résistance, comme le Burkina Faso au sud du Sahara ou surtout le Maroc. Mais ce ne sont que des îlots. On pourrait penser que la question est secondaire dans des régions où l'éducation, la santé et le développement économique sont des priorités. Ce serait une erreur. Que pour l'essentiel, les Africains, et tout particulièrement l'Afrique noire, ne produisent plus leurs propres images sur grand écran est dramatique. A tous points de vue. Pour la vie culturelle ou la maîtrise de la représentation de son histoire, de ses succès et de ses difficultés comme pour l'image de soi-même que l'on véhicule à l'extérieur – ou surtout que l'on ne véhicule pas, quand on laisse ce soin aux Occidentaux. Et même pour des raisons économiques et sociales, puisque le cinéma est aussi une activité qui peut et doit participer au développement. Voilà pourquoi, tout en relevant quelques signes d'espoir, il semble important de tirer un signal d'alarme. Faudra-t-il attendre qu'une nouvelle génération de dirigeants et de cinéastes arrive et s'emploie enfin à redonner vie au grand écran ? ■

# Le ciné ma africain est-il un astre mort?

Quelques succès critiques et publics ne suffisent pas à cacher la situation préoccupante du cinéma africain

qui, tant à l'exportation que sur le continent, peine à trouver son public.

PAR VINCENT MALAUSA

**L**e triomphe du film franco-malien *Timbuktu*, lors de la dernière cérémonie des César, peut être célébré comme un événement historique. Les sept trophées reçus par le film (dont le plus prestigieux : meilleur long-métrage et meilleur réalisateur) lui ont permis de dépasser largement le cap du million d'entrées en salles. D'ores et déjà, *Timbuktu* est – et de très loin – le film réalisé par un Africain le plus vu et le plus rentable jamais sorti en France. Mais que vaut réellement cette bonne nouvelle venue d'Afrique ? En se penchant sur la production du continent, on mesure assez vite que le triomphe de ce film est un peu l'arbre qui cache la forêt dans la crise que traverse depuis de nombreuses années la production africaine. La tâche à laquelle s'attelle Abderrahmane Sissako dans *Timbuktu* – envoyer au monde les images d'un pays en guerre, le Mali, qui ne produit presque plus de longs-métrages depuis longtemps –

pointe par l'absurde l'importance culturelle, historique et politique que revêt le cinéma dans sa capacité à renvoyer le reflet de réalités peu ou mal montrées par les médias traditionnels. Car la majorité des pays africains ne produisent plus de films dignes de ce nom : c'est ce drame qui vaut au cinéma africain

une triste réputation d'astre mort, que souligne paradoxalement l'éclatante exception *Timbuktu*.

Quelques données chiffrées suffisent à mesurer la dimension littéralement extraordinaire de ce succès : avec près de 1,2 million de tickets vendus début avril, *Timbuktu* représentait déjà (son exploitation se poursuivant) presque autant d'entrées dans les

salles françaises que tous les films tournés en Afrique noire par des Africains depuis toujours ! L'écart avec les suivants, sortis en général il y a fort longtemps, est astronomique, puisque le second, *Yeelen*, de Souleymane Cissé, prix du Jury

à Cannes, s'était « contenté » de 342 000 entrées en 1987. Le célèbre *Bal Poussière* d'Henri Duparc avait atteint quant à lui 300 000 entrées en 1988, tandis que *Bamako*, le précédent film de Sissako, avait réuni 220 000 spectateurs en 2006. On plonge ensuite très rapidement (126 000 spectateurs pour *Tilai*, du Burkinabé Idrissa Ouedraogo en 1990, 60 000 spectateurs pour *Un homme qui crie*, du Tchadien Mahamat Saleh Haroun en 2010...). Il faut remonter au nord du Sahara pour trouver quelques succès mémorables, bien que loin derrière *Timbuktu* : 619 000 pour *Le Destin*, de Youssef Chahine, en 1997, et 500 000 pour la seule Palme d'or africaine à Cannes : *Chronique des années de braise*, de Mohammed Lakhdar-Hamina, en 1975.

Ces chiffres gardent un caractère exceptionnel, car la plupart des œuvres réalisées par des Africains ces dix ou vingt dernières années demeurent à peu près invisibles en France et même, le plus souvent, dans leur pays d'origine.

## INDIFFÉRENCE MONDIALE

Depuis la fin de l'âge d'or des années 1980, qui vit le cinéma

africain du sud du Sahara briller dans les festivals internationaux, et parfois même remplir les salles, la crise s'est enracinée. Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), grand-messe historique du cinéma du continent, a lieu tous

les deux ans. Il battait son plein en mars dernier dans une relative indifférence, en l'absence de la plupart des médias non africains. Un retour sur ses récents palmarès montre que le temps des

espoirs et des révélations susceptibles de changer la donne n'est pas encore venu : hormis le bel *Aujourd'hui* du Franco-Sénégalais Alain Gomis, Etalon d'or 2013 à Ouagadougou, la plupart des films primés ne sont même pas sortis en France. Et qui se souvient aujourd'hui de l'Etalon d'or 2011 décerné à *Pégase*, du Marocain Mohamed Mouftakir, sorti en catimini en France ? Le lauréat de 2015, *Fièvres*, du Marocain Hicham Ayouch, sorti fin 2014, n'a attiré qu'un millier de spectateurs en France et n'a toujours pas été vu dans le royaume chérifien.

Les grands noms manquent cruellement et seuls quelques cinéastes peuvent aujourd'hui se targuer de représenter l'Afrique, en particulier subsaharienne, sur la scène internationale : qui citer à part Abderrahmane Sissako, Mahamat-Saleh Haroun et quelques rares autres comme Moussé Touré, qui ont en général bénéficié du prestige de leur sélection officielle à Cannes. Mais même ces derniers doivent, pour la plupart, compter sur un financement européen et sur une farouche volonté d'indépendance pour tourner sans le soutien de leur pays d'origine.

La reconnaissance publique d'*Un homme qui crie*, de Haroun, a bien donné au président tchadien Idriss Deby quelques idées (restaurer la salle du Normandie à N'Djaména à coups de millions en 2011), mais ses promesses d'aide à la production nationale sont restées lettre morte. Au pays du « doyen » du cinéma africain,

le grand Ousmane Sembene, le Sénégal, quelques films récents primés dans de nombreux festivals (dont *Aujourd'hui*, d'Alain Gomis, *La Pirogue*, de Moussa Touré, *Président Dia*, d'Ousmane William Mbaye, *Transport en commun*, de Dyana Gaye...) ont incité l'an dernier le président Macky Sall à affecter 1,5 million d'euros par an aux sociétés de production nationale dans le cadre du Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle. Ce genre d'annonce pétaradante, dont les contours et la mise en œuvre restent parfois flous, sont légion mais peinent souvent à se concrétiser.

A côté de ses voisins algériens et tunisiens sinistrés depuis longtemps, le Maroc est aujourd'hui le pays modèle en matière d'aide au cinéma sur le continent tout entier. Ce qui lui permet de maintenir une production dont l'importance (jusqu'à 25 longs-métrages par an) et la vitalité (grâce à des cinéastes comme Nabil Ayouch, Leïla Kilani ou Faouzi Bensaïdi) sont sans équivalents. Même si la majorité des films ne franchit pas les frontières du royaume. Certes, l'Afrique du Sud possède une puissante industrie du cinéma et de l'audiovisuel, mais elle produit surtout des longs-métrages qui sont de simples « sous-produits » hollywoodiens. Les rares auteurs de quelque importance, comme Ramadan Suleman, ne trouvent pas ou plus de financement du fait du désintérêt du gouvernement pour le 7<sup>e</sup> art. La question de l'aide publique des États, quasi inexistante hors du Maroc, et qui permet de réaliser des films dans des conditions professionnelles, avec des budgets conséquents, est donc essentielle. D'autant plus que les aides à la production européennes et surtout françaises, autrefois ciblées vers l'Afrique, sont désormais dirigées vers tous les pays du Sud et ne jouent plus un rôle essentiel. Quant aux projets de fonds d'aide panafricains en cours d'élaboration, on ne sait quand ils deviendront opérationnels.

## ESPOIRS NUMÉRIQUES DÉÇUS

Enfin, l'espoir apparut à la fin des années 1990, à savoir que la démocratisation du numérique allait permettre aux cinéastes africains de créer presque sans argent et dans des conditions de liberté inédites. Il a fait long feu. Jusqu'ici l'accès facilité à la réalisation que permet le numérique a surtout fait proliférer un « cinéma low cost », selon l'expression du délégué général du Fespaco jusqu'en 2014, Michel Ouedraogo. Un cinéma au charme divertissant, traitant à l'occasion de sujets qui intéressent vivement la population (la corruption des politiques, les mœurs des riches et des puissants...), mais sans subtilité, et surtout sans aucune ambition artistique.

Le Burkinabé Boubacar Diallo, longtemps considéré comme un pionnier en la matière (avec des films comme *Code Phénix* ou *Julie et Roméo*, qui faisaient mine au Fespaco en comparaison d'œuvres plus soignées), n'est pas devenu le nouvel Idrissa Ouedraogo, et son cinéma ne s'exporte pas. Cet « échec » est néanmoins à nuancer, puisque l'auteur est parvenu à rassembler à chaque sortie (15 films en dix ans !) des dizaines

de milliers de spectateurs dans les salles de Ouagadougou grâce à sa verve populaire à nulle autre pareille. De quoi rentabiliser ses productions peu coûteuses. C'est là encore une exception, tant le parc de salles de la capitale burkinabé – les deux principales peuvent accueillir 1 000 et 600 spectateurs – demeure unique en Afrique subsaharienne. Depuis vingt ans, les salles de cinéma africaines disparaissent une à une, renvoyant à cette idée un peu tragique : si l'Afrique ressemble aujourd'hui à un continent sans cinéma, c'est qu'elle devient peu à peu un continent sans salles de cinéma. Des actes symboliques fleurissent bien çà et là, comme la restauration d'une des dernières salles de Dakar, le Christa, ou celle du Ciné Guimbi de Bobo-Dioulasso, actuellement en phase

de reconstruction. Ces démarches sont encourageantes, mais elles n'endiguent pas la désertification du parc des salles subsahariennes qui firent jadis le bonheur des spectateurs locaux et qui ont été le plus souvent reconverties en supermarchés. Au Maghreb, et même au Maroc, la situation est moins catastrophique, mais elle demeure largement insatisfaisante, avec la disparition progressive et inexorable des salles historiques.

Il faut peut-être aujourd'hui, pour préserver le meilleur de la production continentale, sortir du vieux rêve d'Ousmane Sembene, qui considérait que seul un cinéma produit et réalisé sur le continent était envisageable d'un point de vue moral et politique. Nombre de cinéastes vivent aujourd'hui loin de leur pays d'origine et tournent en Afrique : c'est le cas de Tariq Tegua, cinéaste phare du cinéma algérien, dont l'œuvre vient d'être célébrée en mars au Centre Georges-Pompidou, et dont le dernier film, *Révolution Zendj*, confirme l'importance. Alain Gomis, Merzak Allouache, Mahamat-Saleh Haroun, la promesseuse

Dyana Gaye, Hicham Ayouch et bien d'autres vivent entre la France et l'Afrique, fermement convaincus des vertus de la réalité du terrain et décidés à maintenir, via le cinéma, un lien avec leur pays d'origine. Cet éclatement des horizons, à l'heure de la mondialisation, est l'une des rares forces qui permettent de croire en un avenir possible du cinéma africain dans sa diversité. Il a probablement manqué une génération entre les prestigieux anciens et les jeunes espoirs d'aujourd'hui, les légendes Sembene Ousmane, Souleymane Cissé, Idrissa Ouedraogo, Youssef Chahine, Mohammed Lakhdar Hamina et autres représentants de l'âge d'or du cinéma du continent ayant à l'évidence échoué sur le terrain de la transmission. Mais qu'importe : le Fespaco reçoit aujourd'hui plus de 700 candidatures de films pour chaque édition. La garantie qu'existe un terreau fertile qui, bien que pauvre encore en œuvres marquantes, permet tout de même aux cinémas d'Afrique de miser sur une jeunesse avide d'en découdre. ■

VINCENT MALAUSA

## *FPCA, FCA : des fonds africains pour financer le cinéma africain ?*

**D**e nombreuses raisons expliquent la situation catastrophique de la production cinématographique africaine. Mais sachant qu'il n'y a aucune raison que le continent ne possède pas autant de talents qu'ailleurs, il est évident que l'une des principales, et même sans doute la principale, est le manque de moyens. Pour la formation, pour l'équipement en salles, mais aussi et surtout pour financer les tournages, même à un niveau modeste. On le sait, les Etats, sauf exception, ne prennent pas aujourd'hui leurs responsabilités à cet égard. Peut-on espérer que des initiatives viennent au moins en partie pallier cette défaillance ? Deux projets méritent d'être mentionnés. L'un, le Fonds panafricain pour le cinéma et l'audiovisuel (FPCA), initié par

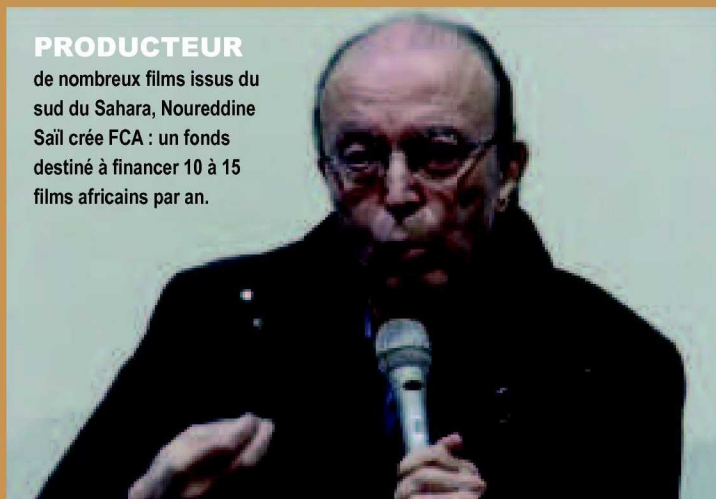
la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), la principale organisation panafricaine de cinéastes, et soutenu par l'Organisation internationale de la francophonie, fait parler de lui depuis de nombreuses années mais peine à voir le jour. Notamment parce que des

la Fepaci, le cinéaste Cheick Oumar Sissoko, croit pouvoir annoncer pour bientôt. S'il voit le jour, il s'agira ainsi, et c'est une bonne nouvelle, d'une structure endogène pour financer le cinéma africain.

Plus libre de ses mouvements depuis qu'il a quitté la tête du Centre cinématographique du Maroc, Noureddine Saïl, qui a fait ses preuves en soutenant par de nombreuses coproductions le cinéma du sud du Sahara, entend lui aussi créer un fonds, provisoirement nommé FCA (Fonds pour le cinéma africain), afin de financer chaque année, par un système d'avances sur recettes, de 10 à 15 films réalisés par des cinéastes du continent. Il est actuellement en train de négocier auprès de grands groupes privés marocains leur participation à cette structure qui entend reproduire au niveau continental ce qui a été réussi au Maroc. ■ v.m.

### PRODUCTEUR

de nombreux films issus du sud du Sahara, Noureddine Saïl crée FCA : un fonds destiné à financer 10 à 15 films africains par an.



querelles d'hommes, et sans doute d'ego, ralentissent sa mise en place, que le nouveau secrétaire général de